

La Contribution des Entreprises de la Région Tanger-Tétouan-Al-Hoceima à la Résilience Régionale et au Développement Durable

AMARA ZENATI Ahlam ¹, WAHBI Miriam ¹, MAATOUK Mustapha ¹, ELMOUMNI Bouchta ¹

¹ *Laboratoire de Recherche et Développement en Géosciences Appliquées, FSTT, université Abdelmalek Essaadi, Tetouan, Maroc*

Résumé : Le développement économique, social et environnemental durable est devenu un enjeu crucial dans le monde actuel. Pour atteindre cette durabilité, une approche de résilience durable est nécessaire, notamment dans les régions vulnérables aux impacts du changement climatique et connaissant une croissance rapide. Au Maroc, la région de Tanger-Tétouan-Alhoceima est dynamique économiquement, mais est également confrontée à des défis environnementaux tels que la dégradation des ressources naturelles et les risques de catastrophes naturelles liées au changement climatique. Dans ce contexte, les entreprises de la région ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de la résilience territoriale et du développement durable. Cette étude vise donc à examiner le rôle des entreprises dans la promotion de la résilience régionale et du développement durable dans la région de Tanger-Tétouan-Alhoceima au Maroc. Pour y parvenir, cet article se concentrera sur la définition du concept de la résilience régional et son service au développement durable, sur l'examen du rôle des entreprises dans la promotion du développement durable et de la résilience territoriale, et sur l'analyse des pratiques des entreprises installées dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Finalement, cet article soulignera l'importance de la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et la société civile pour promouvoir la durabilité et la résilience des régions.

Mots-clés : Résilience des régions, résilience territoriale, développement durable, secteur privé.

Abstract : Sustainable economic, social, and environmental development has become a critical issue in today's world. To achieve this sustainability, a sustainable resilience approach is needed, especially in regions vulnerable to the impacts of climate change and experiencing rapid growth. In Morocco, the Tangier-Tetouan-Alhoceima region is economically dynamic, but also faces environmental challenges such as the degradation of natural resources and the risks of natural disasters related to climate change. In this context, businesses in the region have a crucial role to play in promoting territorial resilience and sustainable development. This study therefore aims to examine the role of businesses in promoting regional resilience and sustainable development in the Tangier-Tetouan-Alhoceimaregion of Morocco. To achieve this, this paper will focus on defining the concept of regional resilience and its service to sustainable development, examining the role of businesses in promoting sustainable development and territorial resilience, and analyzing the practices of businesses based in the Tangier-Tetouan-Al Hoceima region. Finally, this paper will highlight the importance of collaboration between governments, businesses and civil society to promote regional sustainability and resilience.

Keywords: regional resilience, territorial resilience, sustainable development, private sector.



1. Introduction

Les régions du monde entier sont confrontées à toute une série de défis liés à la durabilité économique, sociale et environnementale. Ces défis, tels que les catastrophes naturelles, les ralentissements économiques et les pandémies, peuvent avoir un impact considérable sur les économies et les communautés régionales. Le Maroc est l'exemple parfait d'un pays qui a fait des progrès considérables en matière de développement économique, mais qui reste vulnérable aux divers chocs et perturbations externes.

Pour améliorer la capacité des régions à faire face aux chocs et aux perturbations externes, la résilience durable est devenue un moyen de promotion du développement durable, présente de multiples facettes et elle a été appliquée dans divers domaines, dont l'économie, la géographie, la sociologie, la psychologie et les études environnementales, entre autres. Cette approche interdisciplinaire souligne la nécessité d'une stratégie globale qui tienne compte des dimensions physiques et sociales, ainsi que des aspects institutionnels et de gouvernance de la résilience durable.

Les entreprises en tant que des personnes morales opérant aux seins des régions pour la promotion de la croissance économique peuvent jouer un rôle important dans la construction d'une résilience durable dans la région à travers l'adoption des pratiques durables et la promotion de la responsabilité sociale. Cependant, il est important de comprendre les implications de ces actions pour les entreprises opérant dans le contexte des régions marocaines et plus précisément la région de Tanger-Tétouan-Al-Hoceima.

Dans cette optique, cet article explore la littérature actuelle sur la résilience régionale durable, avec un accent particulier sur les implications pour les entreprises opérant dans la région de Tanger-Tétouan-Al-Hoceima (TTA). Dans ce sens, sur la base d'une analyse de la littérature, cet article donnera ¹ un aperçu sur les défis à relever pour renforcer la résilience régionale au profit du développement durable, ² le rôle des entreprises dans la relève de ce défi et plus précisément ³ celui des entreprises opérant dans la région Tanger Tétouan Al-Hoceima.

2. Renforcer la résilience régionale pour un développement durable : les défis à relever

2.1. La résilience régionale : le cadre théorique et la définition du concept

Les fondements théoriques de la résilience régionale proviennent de divers domaines, notamment la théorie des systèmes, la théorie de la complexité et la théorie institutionnelle. La théorie des systèmes met l'accent sur l'interconnexion et les boucles de rétroaction au sein des systèmes complexes, soulignant l'importance de comprendre la dynamique des systèmes afin de favoriser la résilience (Holling, 1973). La théorie de la complexité donne un aperçu de la nature non linéaire et imprévisible des systèmes complexes, soulignant la nécessité de réponses adaptatives et flexibles aux conditions changeantes (Hellou, 2008). La théorie institutionnelle met en évidence le rôle des institutions formelles et informelles dans la détermination du comportement des acteurs au sein d'un système, ainsi que leur capacité à favoriser ou à limiter la résilience.

Il n'existe pas de définition unique de la résilience régionale, car le terme peut être utilisé de diverses manières dans différentes disciplines (Corbille et al., 2018). En général, cependant, la résilience régionale est considérée comme la capacité d'une région à s'adapter et à se remettre de divers types de chocs et de stress, tels que les catastrophes naturelles, les ralentissements économiques ou les troubles sociaux. La

résilience est souvent mise en opposition avec la notion de "fragilité", qui fait référence à la susceptibilité d'un système de s'effondrer ou de tomber en panne en cas de stress.

2.2. Construire un avenir durable : Surmonter les défis pour renforcer la résilience régionale

Les régions doivent relever plusieurs défis pour parvenir à un développement durable et renforcer la résilience régionale. Ces défis comprennent des facteurs économiques, sociaux et environnementaux.

2.2.1. Facteurs économiques

L'inégalité économique est l'un des principaux obstacles à la réalisation du développement durable (référence). Bien que la croissance économique soit souvent considérée comme une condition préalable à la réalisation du développement durable, elle s'accompagne souvent d'une augmentation des inégalités économiques, qui peuvent avoir des effets négatifs sur la stabilité sociale et politique des régions. Les régions ayant des ressources économiques limitées ont souvent du mal à financer les projets de développement durable (Dasgupta, 2019), tandis que les régions qui dépendent d'une seule industrie sont vulnérables aux chocs économiques qui peuvent avoir un impact important sur leur stabilité économique globale (Cai, 2018). Pour surmonter ces défis, il est essentiel de travailler à réduire les inégalités économiques, à promouvoir une croissance économique durable et à diversifier les sources de revenus pour réduire la vulnérabilité économique des régions.

Pour atteindre une croissance économique durable, il est nécessaire de développer une économie diversifiée et compétitive qui favorise l'innovation et l'esprit d'entreprise. En outre, il est important de réduire la dépendance à l'égard des ressources non renouvelables et de minimiser les impacts environnementaux (de Lara & Dron, 1998). Pour soutenir la durabilité sociale et économique, il est également essentiel de s'attaquer aux inégalités sociales et économiques en créant des emplois et en réduisant la pauvreté (Scheil-Adlung, 2013). En somme, la prise en compte des facteurs économiques est essentielle pour atteindre le développement durable, notamment en travaillant à réduire les inégalités économiques, à promouvoir une croissance économique durable et à diversifier les sources de revenus pour réduire la vulnérabilité économique des régions.

2.2.2. Facteurs sociaux

Les défis sociaux sont des obstacles majeurs pour atteindre le développement durable. Parmi ceux-ci, la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale sont les plus importants. Les régions où les niveaux de pauvreté et d'inégalité sont élevés ont du mal à fournir des services de base tels que les soins de santé et l'éducation, ce qui rend difficile la création des conditions nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (Benicourt, 2001; Kabeer, 2006). De plus, l'exclusion sociale peut entraîner des troubles sociaux, ce qui peut compromettre la croissance et la stabilité économiques. La fragmentation sociale est un autre défi important pour le développement durable, qui peut résulter de divers facteurs tels que les divisions ethniques et culturelles, la polarisation politique et les inégalités économiques. La fragmentation sociale peut miner la capacité des régions à atteindre des objectifs sociaux et environnementaux, car elle peut entraîner un manque de confiance et de coopération entre les parties prenantes (Batellier, 2016). En outre, la fragmentation sociale peut rendre les régions plus vulnérables aux chocs et aux perturbations, car elle peut miner la capacité des communautés à travailler ensemble pour s'adapter aux circonstances changeantes (Adger et al., 2003). Pour surmonter ces défis, il est important de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui s'attaquent aux facteurs sociaux sous-jacents tels que la pauvreté,

l'inégalité et l'exclusion sociale, ainsi que de renforcer la cohésion sociale en encourageant la coopération et la confiance entre les différentes parties prenantes.

Pour atteindre l'équité sociale et l'inclusion, il est essentiel de s'attaquer aux inégalités sociales et économiques, y compris les disparités entre les sexes, les races et les revenus. Cela nécessite des mesures telles que la promotion de l'égalité des chances, la réduction des écarts de revenus et la garantie de l'accès aux services de base (PNUD, 2019). De plus, pour promouvoir le bien-être humain, il est important de garantir l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services essentiels (UNESCO, 2021). Enfin, il est crucial de renforcer la cohésion sociale en encourageant la coopération et la confiance entre les différentes parties prenantes. Cela peut se faire par le biais de la participation citoyenne, de la collaboration entre les acteurs publics et privés, et de la promotion de la diversité et de l'inclusion (UNESCO, 2021).

2.2.3. Facteurs environnementaux

Les facteurs environnementaux, tels que le changement climatique, les catastrophes naturelles et l'épuisement des ressources, sont des défis importants pour la réalisation du développement durable (Fernando et al., 2021). Le changement climatique, en particulier, est une grave menace pour le bien-être des communautés vivant dans la région. La hausse des températures, la modification du régime des précipitations et les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent avoir des effets dévastateurs sur l'économie, l'environnement et le tissu social de la région (IPCC, 2018). En outre, l'épuisement des ressources, comme la rareté de l'eau, peut avoir un impact sur la capacité de la région à se développer durablement et à répondre aux besoins de ses habitants (UNESCO, 2018).

Les défis environnementaux comprennent la nécessité d'un environnement durable, la conservation des ressources naturelles et l'atténuation du changement climatique (FAO, 2020). Pour parvenir à un environnement durable, il faut réduire l'utilisation des ressources non renouvelables, promouvoir les énergies renouvelables et minimiser les déchets et la pollution (WRI, 2021). En outre, la conservation des ressources naturelles et l'atténuation du changement climatique sont essentielles pour la durabilité et la résilience à long terme (IPBES, 2019).

En somme, les défis environnementaux, notamment le changement climatique, les catastrophes naturelles et l'épuisement des ressources, doivent être pris en compte pour la réalisation du développement durable. Il est crucial de promouvoir la conservation des ressources naturelles et l'atténuation du changement climatique pour assurer la durabilité et la résilience à long terme de la région.

2.3. Les composantes clés de la résilience régionale

Pour atteindre une résilience régionale au service du développement durable il est nécessaire de relever ses défis : économiques, sociaux et environnementaux. Les défis qui ont été identifiés par plusieurs chercheurs en tant que composantes clés de la résilience régionale. Ce qui nous mène à distinguer entre :

- La résilience économique qui fait référence à la capacité d'une région à maintenir ou à retrouver sa vitalité économique face à des chocs et des stress, tels qu'une récession ou une catastrophe naturelle.
- La résilience sociale qui souligne l'importance de la création de réseaux sociaux solides, de la cohésion communautaire et du capital social, qui peuvent aider les communautés à faire face au stress et à se remettre de l'adversité.

- Enfin, la résilience environnementale qui met l'accent sur l'importance de mettre en place des systèmes durables et écologiquement sains, capables de résister et de se remettre des stress environnementaux, tels que le changement climatique ou les catastrophes naturelles.

Les recherches empiriques sur la résilience régionale se sont multipliées ces dernières années. Une étude de Neumayer et Plümper (2019) a utilisé une analyse de données de panel pour examiner les facteurs qui contribuent à la résilience régionale face aux catastrophes naturelles. L'étude a révélé que les régions ayant un niveau de développement économique plus élevé, un capital social plus important et une meilleure qualité environnementale étaient plus résilientes aux catastrophes naturelles. Une autre étude de Boschma et Frenken (2018) a utilisé l'analyse de réseau pour explorer la relation entre la résilience régionale et l'innovation régionale. L'étude a révélé que les régions ayant des structures économiques plus diversifiées et des liens interentreprises plus forts étaient plus résilientes aux chocs économiques. Ces études qui mettent l'accent sur les rôles du développement économique et des liens interentreprises dans le renforcement de la résilience des régions nous ont mené à s'intéresser en particulier aux entreprises dans l'aventure de la résilience des régions.

3. Résilience des régions et développement durable : le rôle des entreprises

Les entreprises peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la résilience régionale et du développement durable en renforçant les capacités des communautés locales. Selon une étude de l'OCDE, les entreprises peuvent contribuer à renforcer la résilience en investissant dans l'éducation et le développement des compétences, en soutenant les entreprises et les chaînes d'approvisionnement locales et en établissant des partenariats avec les parties prenantes locales pour relever les défis communs (OCDE, 2018). En outre, la collaboration entre les entreprises et les parties prenantes locales peut aider à identifier les risques et les opportunités liés à la transition vers une économie plus durable et à y répondre de manière proactive (O'Malley et al., 2019). Par ailleurs, les entreprises peuvent également contribuer à la résilience des communautés locales en intégrant des pratiques de durabilité environnementale et sociale dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement (Friedman, 2019). En résumé, les entreprises peuvent contribuer à la construction de régions plus résilientes en investissant dans les communautés locales, en encourageant l'innovation et en collaborant avec d'autres parties prenantes pour relever les défis communs.

3.1. Investir dans les communautés locales

Investir dans les communautés locales est un élément clé de la promotion de la résilience régionale et du développement durable, et de nombreuses entreprises ont reconnu l'importance de cet investissement. Par exemple, le rapport de la Commission mondiale sur l'économie et le climat souligne que les entreprises peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la croissance économique durable en

investissant dans les infrastructures locales et en créant des emplois locaux (Commission mondiale sur l'économie et le climat, 2014).

En investissant dans les entreprises locales, les entreprises peuvent également contribuer à renforcer la résilience économique des régions. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont souvent des acteurs clés dans les économies locales et peuvent être particulièrement vulnérables aux chocs économiques. En soutenant les PME, les grandes entreprises peuvent aider à renforcer leur résilience et leur capacité à faire face aux perturbations économiques (Müller et al., 2019).

En outre, les entreprises peuvent offrir des possibilités de formation et d'éducation pour renforcer les compétences des travailleurs locaux. Cela peut aider à améliorer la qualité de la main-d'œuvre locale et à stimuler la croissance économique durable (Briassoulis et al., 2017).

Enfin, les entreprises peuvent investir dans les infrastructures locales, telles que les transports, l'eau et l'énergie. En investissant dans ces infrastructures, les entreprises peuvent contribuer à renforcer la résilience des communautés locales aux chocs économiques et environnementaux, ainsi qu'à soutenir le développement durable à long terme (Commission mondiale sur l'économie et le climat, 2014).

3.2. Promouvoir l'innovation

Les entreprises peuvent également promouvoir l'innovation en établissant des partenariats avec des universités et des centres de recherche locaux pour collaborer sur des projets de recherche et de développement. Selon une étude de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les collaborations entre les entreprises et les universités peuvent être particulièrement bénéfiques pour la recherche et le développement dans les régions moins développées (OCDE, 2019). Les entreprises peuvent également encourager l'esprit d'entreprise en offrant des possibilités de formation et de mentorat aux entrepreneurs locaux. Par exemple, une étude menée en Chine a montré que les entreprises multinationales ont contribué à l'émergence d'une culture entrepreneuriale en offrant des programmes de formation et de mentorat aux employés locaux (Li et Zhang, 2019).

En soutenant l'innovation et l'esprit d'entreprise, les entreprises peuvent contribuer à créer une économie plus diversifiée et plus dynamique, mieux à même de s'adapter à des circonstances changeantes et de résister aux chocs économiques.

Les entreprises peuvent également promouvoir l'innovation et la créativité dans les régions où elles opèrent en encourageant les partenariats public-privé pour la recherche et le développement. Les entreprises peuvent travailler avec les gouvernements locaux et les universités pour faciliter le transfert de connaissances, la commercialisation de la recherche et l'adoption de nouvelles technologies (Kanerva et Vuorinen, 2016).

Les entreprises peuvent également jouer un rôle clé dans l'adoption de technologies propres et durables, contribuant ainsi à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à préserver les ressources naturelles. Enfin, les entreprises peuvent encourager l'innovation sociale en soutenant les entrepreneurs sociaux et les organisations à but non lucratif qui travaillent à résoudre les défis sociaux et environnementaux dans

les régions (Battilana et al., 2015). En promouvant l'innovation et l'esprit d'entreprise, les entreprises peuvent contribuer à créer des régions plus résilientes et plus durables.

3.3. Collaborer avec d'autres parties prenantes

Les entreprises peuvent jouer un rôle important dans la planification de la résilience des régions où elles opèrent en collaborant avec les agences gouvernementales, les organisations à but non lucratif et les communautés locales. Des études menées aux États-Unis, en Inde et au Brésil ont montré que les entreprises peuvent travailler avec les gouvernements locaux pour développer des plans de résilience en cas de catastrophe, collaborer avec les organisations à but non lucratif pour soutenir les projets de développement communautaire, et travailler avec les communautés locales pour identifier les défis locaux et développer des solutions adaptées. Les entreprises peuvent également collaborer avec les agences gouvernementales pour concevoir des politiques qui favorisent la résilience économique et environnementale. En collaborant avec les organisations à but non lucratif et les communautés locales, les entreprises peuvent aider à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux dans les régions où elles opèrent. En somme, la collaboration avec d'autres parties prenantes est un élément clé pour construire des régions plus résilientes, et les entreprises ont un rôle important à jouer dans cette collaboration (Ottman et al., 2018; Roy et al., 2016; Silva et al., 2020; Slovic et al., 2017).

4. Le rôle des entreprises dans la promotion de la résilience de la région TTA au Maroc pour un développement durable

Les entreprises opérant au Maroc jouent un rôle crucial dans la réalisation des objectifs de développement durable et la promotion de la résilience régionale.

4.1. Vers une région résiliente et durable : les entreprises au service du développement communautaire et de l'environnement

Le Maroc est l'un des pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique, tels que la pénurie d'eau, la sécheresse et la désertification (Alibou, 2002; HOUSSA et al., 2017; Jamal, 2002). Les entreprises opérant dans la région ont un rôle clé à jouer pour promouvoir la durabilité environnementale et renforcer la résilience régionale. Les entreprises peuvent contribuer à la durabilité environnementale en réduisant leur empreinte carbone, en promouvant l'efficacité énergétique et en adoptant des pratiques commerciales durables. Des exemples de pratiques commerciales durables incluent les investissements dans les énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire ou éolienne, afin de réduire la dépendance aux combustibles fossiles (IEA, 2020). Les entreprises peuvent également mettre en place des programmes de réduction des déchets et de recyclage, ainsi que soutenir des pratiques agricoles et forestières durables (UNCTAD, 2018).

Les entreprises opérant au Maroc peuvent également contribuer à la résilience de la région en adoptant des pratiques commerciales durables qui réduisent leur impact environnemental, renforcent leur responsabilité sociale et améliorent la résilience face au changement climatique. Les entreprises peuvent

réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions de carbone en investissant dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les transports durables (Banque Africaine de Développement, 2018). Cela permet non seulement de réduire leur impact environnemental, mais aussi de renforcer la résilience aux chocs énergétiques et aux risques liés au climat, tels que les coupures de courant ou les perturbations des réseaux de transport. Les entreprises peuvent également soutenir des pratiques commerciales durables telles que l'agriculture de conservation, qui peut améliorer la résilience des communautés face à la sécheresse et à la dégradation des sols (FAO, 2018).

Dans le cadre du développement communautaire, les entreprises opérant au Maroc peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de la résilience régionale en soutenant les communautés locales. Selon le rapport sur le développement durable au Maroc publié par le Programme des Nations unies pour le développement, le développement économique durable peut être atteint grâce à des partenariats avec le secteur privé et à des investissements dans les communautés locales. Les entreprises peuvent ainsi créer des emplois, proposer des programmes de formation et d'investissement communautaire pour renforcer les capacités locales et encourager le développement économique (PNUD, 2018). Les entreprises peuvent également promouvoir la résilience régionale en travaillant en collaboration avec les communautés locales, les gouvernements et les organisations de la société civile. Dans son rapport sur le rôle du secteur privé dans la réalisation des Objectifs de développement durable, le Pacte mondial des Nations unies souligne l'importance de la collaboration et de l'engagement des entreprises avec les parties prenantes pour atteindre les objectifs de développement durable (Global Compact, 2019). Les entreprises peuvent investir dans des programmes d'éducation et de formation pour améliorer les compétences des communautés locales, ainsi que soutenir les initiatives qui favorisent la durabilité environnementale. En travaillant avec les gouvernements, les entreprises peuvent également participer à l'élaboration de politiques et de réglementations qui favorisent le développement durable et la résilience régionale (PNUD, 2018).

En somme, les entreprises opérant au Maroc ont un rôle important à jouer pour le renforcement de la résilience régionale face aux défis du changement climatique, pour la promotion de la durabilité environnementale et le soutien de la communauté locale. Cela peut se réaliser à travers l'adoption des pratiques commerciales durables, l'investissement dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les pratiques agricoles et forestières durables ainsi que l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales en travaillant en collaboration avec les parties prenantes. Ces collaborations peuvent donner fruits à la création des emplois, à la réalisation des programmes de formation, à l'investissement dans des projets d'infrastructure et au soutien des initiatives de durabilité environnementale. Bref, en travaillant ensemble, les entreprises, les gouvernements et les communautés locales peuvent renforcer la résilience régionale face aux défis du changement climatique et du développement économique.

4.2. Les initiatives environnementales des entreprises de la région TTA

4.2.1. Les énergies renouvelables

En 2015, l'Institut de formation aux métiers des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (IFMERE) a été inaugurée à Tanger et plus précisément dans la commune Gueznaya pour mettre à la disposition du secteur privé des ressources humaines qualifiées en termes des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique ⁴.

Ainsi, De nombreuses entreprises de la région ont investi dans des technologies d'énergie renouvelable, telles que les panneaux solaires et les éoliennes, pour réduire leur empreinte carbone et contribuer à la transition énergétique comme le parc éolien appelé Koudia Al Baida. Ce parc est exploité par l'entreprise Nareva et il est construit avec 20 éoliennes ayant chacune une capacité de production de 5 MW, donnant une puissance potentielle totale de 105 MW. Le parc couvre une surface de 390 hectares, incluant des routes, des servitudes, des bâtiments de sécurité et des supports pour les éoliennes. Il est divisé en quatre groupes d'éoliennes reliés par des câbles souterrains et connectés à un poste de livraison via un réseau aérien de 225 kV sur une distance de près de 9 km. L'énergie produite subi une élévation de tension de 33 kV à 225 kV via un poste de transformation d'une superficie de 130 m² pour minimiser les pertes électriques. Les routes internes du parc s'étaleront sur 3,4 km avec une largeur de chaussée de 5 mètres. L'accès au parc se fera par la route nationale N16, sans modification ni aménagements prévus ⁵.

Dans la même optique, Le port de Tanger Med a mis en place un projet de remplacement de l'éclairage public par des LED. Les LED consomment moins d'énergie que les ampoules traditionnelles, ce qui permet de réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre du port. Ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large de développement durable, visant à promouvoir les énergies renouvelables et à réduire l'impact environnemental du transport de marchandises. En utilisant les technologies les plus avancées et les plus respectueuses de l'environnement, le port de Tanger Med contribue à préserver l'environnement et à assurer un développement durable de la région.

(KHATTABI & AMRANE, 2022) ont montré à travers une étude qualitative que la région TTA est considérée comme un modèle à suivre pour d'autres régions souhaitant effectuer une transition énergétique vers les énergies renouvelables, afin de réduire la dépendance énergétique du Maroc et de devenir un producteur et exportateur d'énergie verte. Cependant, malgré les efforts actuels, il y a un risque que ces actions ne soient pas suffisantes pour faire face à l'augmentation de la demande énergétique, à l'augmentation des coûts énergétiques et aux problèmes environnementaux. En d'autres termes, il est nécessaire de multiplier les efforts pour réaliser une véritable transition énergétique et écologique, ce qui mènerait à un nouveau modèle économique basé sur les énergies renouvelables et à un développement territorial durable. Pour ce faire, il est impératif d'adopter de nouvelles sources d'énergie, de mélanger différentes sources d'énergie, de réduire la consommation et les coûts énergétiques, et d'adopter de nouvelles technologies produisant de l'énergie verte. Ces mesures doivent être prises en compte pour améliorer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs (industriel, bâtiments,

éclairage urbain, etc.) et assurer la transition vers les énergies renouvelables à l'échelle régionale, ce qui constitue une étape importante vers l'émergence d'un modèle de développement territorial durable.

4.2.2. Le soutien des pratiques agricoles et forestières durables

Dans le cadre de la promotion des pratiques agricoles et forestières durables de la région TTA, le "Qualipôle alimentation" a été construit dans la Commune Territoriale Zouada. Le Qualipôle qui a pour objectif d'accompagner les producteurs locaux en améliorant la qualité de leurs produits et en fournissant des services d'analyse et de contrôle pour faciliter leur accès aux marchés. Ce dernier accueille les laboratoires de l'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA), de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), de Morocco Foodex ainsi que le Centre Régional des Jeunes Entrepreneurs Agricoles (CRJEA) et des espaces communs. L'agropole du Loukkos est composée de quatre espaces, dont l'Espace Industries Alimentaires, le Pôle Technologique, le Pôle Services et le Qualipôle alimentation. Elle permettra d'améliorer la valorisation et la transformation des produits agricoles de la région, avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 4 milliards de dirhams et la création de plus de 12 000 emplois ⁶.

4.2.3. La réduction de l'empreinte carbone

L'entreprise Veolia utilise des grignons d'olive comme biocombustible pour répondre aux besoins thermiques de l'usine Renault à Tanger, permettant ainsi de réduire les émissions de CO₂. Depuis 2012, l'usine dispose de trois chaudières biomasse d'une puissance thermique de 18 MW qui génèrent l'eau chaude nécessaire aux procédés industriels en consommant près de 25 000 tonnes de résidus chaque année. Ce procédé permet à l'usine d'être la première usine automobile au monde avec zéro rejet de CO₂, utilisant ainsi 97 % d'énergie thermique renouvelable⁷. Le projet de Renault Maroc en lui seul constitue le premier projet de valorisation de la biomasse opérationnels au Maroc avec sa capacité installée thermique 18 000 (en kWth) et avec une énergie primaire valorisée 144 000 (en MWh/a)⁸.

De plus, le port Tanger Med est connecté à son arrière-pays grâce à des connexions ferroviaires et routières qui le relient aux principaux centres économiques du royaume.

De plus, le port Tanger Med est connecté à son arrière-pays grâce à des connexions ferroviaires et routières qui le relient aux principaux centres économiques du royaume.

En effet, cette plateforme est intégrée à un réseau de transport multimodal qui comprend- des liaisons ferroviaires, routières et maritimes pour faciliter le transport des marchandises et des personnes. Grâce à ce système, le nombre de camions sur les routes est réduit, ce qui permet de diminuer les embouteillages et les émissions de gaz à effet de serre.

4.2.4. La gestion des déchets

La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima présente des opportunités importantes dans les secteurs des déchets et de la foresterie. La province de Tanger-Assilah produit annuellement plus de 120 000 tonnes

de déchets ménagers organiques tandis que la province d'Ouezzane possède une superficie forestière de plus de 250 000 hectares. La Région possède ainsi un grand potentiel en biomasse, avec une évaluation de 2,914 millions MWh/an, permettant d'installer une capacité électrique totale de 112 MW d'ici 2030. Des opportunités d'investissement évaluées à 5,53 milliards de DH sont donc envisageables. Les provinces de Chefchaouen, Ouezzane et Larache bénéficieront le plus de ces projets, représentant 55% de la capacité totale. Trois projets pilotes sont proposés, dont un pour valoriser le fumier bovin en biogaz, un pour conditionner et commercialiser le bois de défrichement et les déchets de l'arboriculture, et enfin un pour valoriser les déchets ménagers organiques.

Ainsi, les producteurs d'olives à Tétouan ont bénéficié d'un bassin de rétention des déchets de trituration des olives est une installation qui permet de stocker les résidus de la production d'huile d'olive afin de minimiser leur impact sur l'environnement. Ces résidus, appelés margines, sont riches en matières organiques et peuvent être très polluants s'ils ne sont pas traités correctement. Le bassin de rétention permet de collecter ces margines pour les stocker et les traiter ultérieurement. Ce processus permet de réduire les risques de contamination des sols et des eaux souterraines et contribue ainsi à la protection de l'environnement. De plus, la valorisation de ces résidus peut également générer de l'énergie et contribuer à l'économie circulaire en transformant les déchets en ressources. Le bassin de rétention des déchets de trituration des olives est donc une installation clé pour la durabilité et la rentabilité de l'industrie oléicole ⁹.

4.2.5. Le tourisme durable

Le service de transport touristique opéré par Tangier City Tour contribue au tourisme durable en offrant une manière complète, confortable et respectueuse de l'environnement de découvrir la ville. Le concept de Hop On Hop Off permet aux voyageurs d'explorer la ville à leur propre rythme, réduisant ainsi l'impact sur l'environnement en évitant les émissions inutiles. De plus, en couvrant les principales attractions touristiques et tous les incontournables de toute visite, le service de transport touristique permet aux voyageurs de découvrir la richesse culturelle de la ville tout en minimisant leur impact environnemental. Enfin, en permettant aux passagers de personnaliser leur propre itinéraire en fonction de leurs intérêts, Tangier City Tour encourage les visiteurs à se connecter plus profondément à la ville et à en apprendre davantage sur son patrimoine culturel, ce qui est un aspect important du tourisme durable ¹⁰.

4.3. Les actions concrètes des entreprises de la région TTA en faveur de la communauté

4.3.1. Financement des infrastructures communautaires dans la région

La construction d'infrastructures communautaires est essentielle pour améliorer la qualité de vie des habitants des zones rurales et périurbaines. Dans la région de Fahs Anjra, une initiative a été mise en place pour rénover une école à Ksar Al Majaz.

L'école Agaouaz offre des programmes éducatifs de qualité aux enfants de la région, ce qui leur permet de développer leur potentiel et de contribuer à l'avenir de leur communauté.

4.3.2. Programmes de formation professionnelles au profit des jeunes de la région

La fondation Tanger Med s'est engagée dans des programmes de formation professionnelle pour les jeunes de la région, en créant des écoles et des centres de formation tels que LYMED et 1337. Ces programmes ont pour objectif de fournir aux jeunes de la région des opportunités de formation et d'emploi, afin de les aider à acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans le monde professionnel. Ces derniers sont adaptés aux besoins des entreprises locales et du marché du travail en général. Ils visent à offrir aux jeunes de la région des compétences professionnelles recherchées par les employeurs locaux, tout en contribuant à la réduction du taux de chômage et à l'amélioration des conditions de vie de la population locale.

Ainsi, la région a témoigné la concrétisation d'un projet en partenariat avec l'Entraide Nationale a réhabilité neuf Dar Talib/a et l'offre d'une formation pour aider les associations gestionnaires à faire face aux difficultés organisationnelles et financières, ainsi qu'aux compétences pédagogiques et managériales des éducateurs. Un programme de renforcement de capacités a bénéficié à 33 éducateurs et 33 membres associatifs pour rappeler les responsabilités des associations et des départements de tutelle dans les domaines administratifs et financiers. Le projet a également soutenu la création d'un réseau provincial des associations gestionnaires des Dar Talib, avec un programme d'appui pour aider à la création et à la structuration du réseau. La Délégation Provinciale de l'Entraide Nationale a joué un rôle clé dans la création de ce réseau grâce à sa proximité avec les associations et au climat de confiance qu'elle a instauré avec les gestionnaires. L'objectif du projet est de renforcer le lien indéfectible entre les Dar Talib/a et les étudiants pour lutter contre l'abandon scolaire.

4.3.3. L'appui aux coopératives

L'Agence de Promotion et de Développement du Nord (APDN) s'engage à soutenir de nombreuses coopératives agricoles dans différents domaines pour mener à bien les Activités Génératrices de Revenus (AGR). L'objectif est d'améliorer et de valoriser les filières prometteuses dans les communes rurales du Nord. Les activités soutenues par l'APDN incluent la récolte des olives, la production et la commercialisation de l'huile d'olive, l'élevage caprin et ovin, la production et la commercialisation du miel et de ses dérivés, la production et la commercialisation des amandes, la cueillette, la transformation et la commercialisation des figues séchées, des plantes aromatiques et médicinales et du safran, la dynamisation des baies rouges, le développement des activités liées à la pêche maritime et l'appui des coopératives liées à l'artisanat marocain. L'Agence lance des appels à projets pour encourager les acteurs sociaux-économiques à contribuer au développement et à la promotion de l'économie sociale et solidaire. Après avoir traité tous les dossiers reçus, une visite terrain des projets présélectionnés est effectuée pour attribuer un appui financier et/ou technique. L'APDN a pour ambition de transformer le

territoire en un pôle économiquement dynamique, territorialement équilibré, socialement solidaire, soucieux de la préservation de ses ressources et référence nationale en matière de développement durable et d'économie verte ¹¹.

4.3.4. La santé publique

La région TTA a hébergé un projet visant à améliorer les services de santé dans les zones rurales a été mis en place avec la participation des acteurs de la province. Pour élaborer un projet de santé communautaire, des ateliers intercommunaux ont été organisés en partenariat avec la Province et le Ministère de l'Education Nationale. Ce projet a permis d'identifier un modèle d'amélioration des services de santé qui a été décliné au niveau de chaque cercle de la province. Le modèle est centré sur un centre médical composé du Centre de Santé et de Dar Al Oumouma, qui est renforcé par des équipes et des équipements mobiles ainsi que par un renforcement du rôle des relais communautaires. Ce modèle s'appuie sur l'engagement citoyen de la société civile pour la gestion de structures telles que Dar Al Oumouma, les parcs des ambulances et les relais communautaires. Le projet a aménagé quatre centres de santé dans la Province, mais les autres composantes du projet ont été confiées à d'autres partenaires après l'échec de la contractualisation des marchés de construction, d'équipement et de formation liés à la santé communautaire.

4.3.5. Réduction des inégalités et croissance inclusive

La région TTA a unifié les efforts du Ministère de l'Industrie et de l'Agence MCA-Morocco pour lancer la deuxième édition du « FONZID », un fonds de 150 millions de DH destiné à soutenir la transition vers une industrie décarbonée et compétitive. Le FONZID II vise à renforcer les zones industrielles durables, à améliorer leur productivité et leurs performances environnementales et sociales, et à offrir des terrains industriels répondant aux besoins des entreprises. L'appel à projets s'adresse aux entités publiques et privées du Maroc et sera clôturé le 31 mai 2023. Le FONZID II s'inscrit dans le programme de coopération « Compact II » entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par MCC, qui vise à promouvoir une croissance inclusive et durable et à réduire les inégalités. La première édition du FONZID a appuyé 9 projets mobilisant un investissement global de 80 millions de dollars et devant générer 57 000 opportunités d'emploi¹².

Conclusion

Le développement économique, social et environnemental durable est essentiel pour assurer un avenir durable pour les générations futures. Cependant, cela est difficile à atteindre dans les régions vulnérables aux impacts du changement climatique et connaissant une croissance rapide, telles que la région de Tanger-Tétouan-Alhoceima au Maroc. Pour atteindre la durabilité dans ces régions, il est nécessaire de promouvoir une approche de résilience durable.

Les entreprises ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de la résilience territoriale et du développement durable dans ces régions. Les entreprises peuvent contribuer à renforcer la résilience des communautés locales aux impacts du changement climatique et aux chocs économiques, en investissant dans l'éducation et le développement des compétences, en soutenant les entreprises locales et en créant des partenariats avec les parties prenantes locales pour relever des défis communs.

Cependant, pour atteindre ces objectifs, il est crucial que les entreprises soient pleinement alignées sur les objectifs de durabilité environnementale et sociale. Malheureusement, de nombreuses entreprises au Maroc dépendent encore des combustibles fossiles pour l'énergie, ce qui contribue aux émissions de gaz à effet de serre et sape les efforts du pays pour promouvoir les énergies renouvelables. De plus, certaines entreprises au Maroc peuvent ne pas donner la priorité à la durabilité environnementale ou sociale dans leurs opérations, ce qui pourrait entraîner des impacts négatifs sur l'environnement et les communautés locales.

Pour remédier à cela, la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et la société civile est essentielle pour promouvoir la durabilité et la résilience des régions. Les gouvernements peuvent élaborer des politiques et des réglementations pour encourager les entreprises à adopter des pratiques durables, tandis que la société civile peut jouer un rôle important en sensibilisant les entreprises et en les encourageant à agir de manière responsable. Les entreprises peuvent également travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes locales pour comprendre leurs besoins et relever des défis communs.

En fin de compte, promouvoir la résilience régionale et le développement durable dans les régions vulnérables est un défi de taille. Cependant, si les gouvernements, les entreprises et la société civile travaillent ensemble, il est possible de créer des communautés plus résilientes et durables pour les générations futures.

Cette analyse ouvre des pistes pour des perspectives d'études intéressantes les chercheurs notamment en matière d'une possible étude possible menant une analyse approfondie des pratiques actuelles des entreprises dans la région de Tanger-Tétouan-Alhoceima en matière de durabilité environnementale et sociale, ainsi que de résilience territoriale. Cette analyse pourrait inclure une enquête auprès des entreprises locales pour déterminer leur niveau d'engagement envers la durabilité et la résilience, leurs politiques et pratiques actuelles, ainsi que les défis et les opportunités auxquels elles sont confrontées. En outre, une comparaison avec les pratiques des entreprises dans d'autres régions du Maroc et dans d'autres pays de la région méditerranéenne pourrait être utile pour déterminer les meilleures pratiques et les leçons à tirer.

Les résultats de cette analyse pourraient aider à identifier les lacunes et les opportunités pour les entreprises locales d'améliorer leur engagement envers la durabilité et la résilience, ainsi que les rôles que les gouvernements et la société civile peuvent jouer pour encourager et soutenir cet engagement. Enfin, une perspective d'étude intéressante pourrait être de se concentrer sur la façon dont les entreprises peuvent travailler ensemble avec les communautés locales pour promouvoir la durabilité et la résilience. Cela pourrait inclure une analyse des partenariats public-privé et des collaborations entre les entreprises, les gouvernements locaux et les organisations de la société civile pour soutenir les projets de développement durable et renforcer la résilience des communautés locales. Les résultats de cette étude pourraient aider à identifier les meilleures pratiques pour une collaboration efficace entre les différents acteurs et les facteurs clés de succès pour ces partenariats.

REFERENCES

- [1] M., & O'Brien, K. (2011). Resilience implications of policy responses to climate change. *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, 2(5), 757–766.
- [2] Adger, W. N., Huq, S., Brown, K., Conway, D., & Hulme, M. (2003). Adaptation to climate change in the developing world. *Progress in Development Studies*, 3(3), 179–195.
- [3] Alibou, J. (2002). Impacts des changements climatiques sur les ressources en eau et les zones humides du Maroc. Table Ronde Régionale En Méditerranée Athènes, Grèce, 1–39.
- [4] Arroyo M, F. R., & Miguel, L. J. (2019). The trends of the energy intensity and CO2 emissions related to final energy consumption in Ecuador: scenarios of national and worldwide strategies. *Sustainability*, 12(1), 20.
- [5] Batellier, P. (2016). Acceptabilité sociale des grands projets à fort impact socio-environnemental au Québec: définitions et postulats. [VertigO] *La Revue Électronique En Sciences de l'environnement*, 16(1).
- [6] Benicourt, E. (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale. *Études Rurales*, 3, 35–53.
- [7] Bersalli, G., & Simon, J.-C. (2017). Vers une transition énergétique des pays émergents: quelles politiques d'incitation aux énergies renouvelables dans le secteur électrique en Argentine et au Brésil? *Développement Durable et Territoires. Économie, Géographie, Politique, Droit, Sociologie*, 8(2).
- [8] Boschma, R., & Frenken, K. (2018). Evolutionary economic geography. *The New Oxford Handbook of Economic Geography*, 213–229.
- [9] Bramwell, A., Hepburn, N., & Wolfe, D. A. (2012). Growing innovation ecosystems: university-industry knowledge transfer and regional economic development in Canada. Final Report to the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, 62.
- [10] Briassoulis, H. (2017). Policy integration for complex environmental problems: The example of Mediterranean desertification. Routledge.
- [11] Bzioui, M. (2004). Rapport national 2004 sur les ressources en eau au Maroc. UN Water-Africa, 94.
- [12] Cerveny, L. K., Derrien, M. M., Miller, A. B., & Meyer, C. (2022). Partnership and community engagement models for stewarding national scenic trails: A social-ecological systems perspective. *Tourism Planning & Development*, 19(3), 204–226.
- [13] Chen, J., Chen, T. H. Y., Vertinsky, I., Yumagulova, L., & Park, C. (2013). Public-private partnerships for the development of disaster resilient communities. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 21(3), 130–143.
- [14] Cling, J.-P., Cogneau, D., Loup, J., Naudet, J.-D., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2006). L'égalité des chances: un nouveau défi pour le développement? *L'Économie Politique*, 2, 21–40.

- [15] Corbille, M.-A., Jouannic, G., Leroy-Dutilleul, I., Minguet, M., Nicogossian, D., Pierron, F., & Rosset, M. (2018). Appropriation des notions de vulnérabilité et de résilience: enseignements de 3 territoires inondables. *La Houille Blanche*, 4, 13–19.
- [16] Council, N. R., & Committee, G. S. (2011). *Building community disaster resilience through private-public collaboration*. National Academies Press.
- [17] de Lara, M., & Dron, D. (1998). Evaluation économique et environnement dans les décisions publiques. *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, 33(33), 23–38.
- [18] Despres, L., & Vallée, T. (2014). Que proposent les économistes pour gérer les ressources naturelles en fonction des besoins socio-économiques fondamentaux des populations?
- [19] Dissart, J. C. (2003). Regional economic diversity and regional economic stability: research results and agenda. *International Regional Science Review*, 26(4), 423–446.
- [20] Drupp, M. A., Meya, J. N., Baumgärtner, S., & Quaas, M. F. (2018). Economic inequality and the value of nature. *Ecological Economics*, 150, 340–345.
- [21] Dzigbede, K. D., Gehl, S. B., & Willoughby, K. (2020). Disaster resiliency of US local governments: Insights to strengthen local response and recovery from the COVID-19 pandemic. *Public Administration Review*, 80(4), 634–643.
- [22] Farooq, M., & Siddique, K. H. M. (2015). Conservation agriculture: concepts, brief history, and impacts on agricultural systems. *Conservation Agriculture*, 3–17.
- [23] Fiksel, J. (2003). Designing resilient, sustainable systems. *Environmental Science & Technology*, 37(23), 5330–5339.
- [24] Gasper, R., Blohm, A., & Ruth, M. (2011). Social and economic impacts of climate change on the urban environment. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 3(3), 150–157.
- [25] Godard, O. (2007). Du développement régional au développement durable: tensions et articulations. *Territoires et Enjeux Du Développement Régional*, 83–96.
- [26] Haque, M. S. (2000). Environmental discourse and sustainable development: Linkages and limitations. *Ethics and the Environment*, 5(1), 3–21.
- [27] Hebri, A. (2018). Le programme des énergies renouvelables en Algérie Vers une efficacité énergétique d'ici 2030. *مجلة دفاتر اقتصادية*, 8(2), 351–362.
- [28] Hellou, G. (2008). Les théories de la complexité, la systémique et l'herméneutique: pour une philosophie pratique des soins intensifs. *Library and Archives Canada= Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa*.
- [29] Hervani, A. A., Nandi, S., Helms, M. M., & Sarkis, J. (2022). A performance measurement framework for socially sustainable and resilient supply chains using environmental goods valuation methods. *Sustainable Production and Consumption*, 30, 31–52.
- [30] Hill, E., Wial, H., & Wolman, H. (2008). *Exploring regional economic resilience*. Working paper.
- [31] Holling, C. S. (1973). Resilience and stability of ecological systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4(1), 1–23.
- [32] HOUSSA, A. A. I. T., DRISSE, S., ASEHRAOU, A., ASFERS, A., OUBAKI, L., & CHRAIBI, H. (2017). Changements climatiques au Maroc: quels systèmes de culture et quelles biotechnologies pour s'y adapter? *Revue Marocaine Des Sciences Agronomiques et Vétérinaires*, 5(3).
- [33] Jamal, A. (2002). *IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES RESSOURCES EN EAU ET LES ZONES HUMIDES DU MAROC*.
- [34] Kabeer, N. (2006). Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et Objectifs du Millénaire pour le développement: Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention. *Intégration de La Dimension Genre à La Lutte Contre La Pauvreté et Objectifs Du Millénaire Pour Le Développement*, 1–308.
- [35] Keck, M., & Sakdapolrak, P. (2013). What is social resilience? Lessons learned and ways forward. *Erdkunde*, 5–19.
- [36] Kelly, C., Ferrara, A., Wilson, G. A., Ripullone, F., Nolè, A., Harmer, N., & Salvati, L. (2015). Community resilience and land degradation in forest and shrubland socio-ecological systems: Evidence from Gorgoglione, Basilicata, Italy. *Land Use Policy*, 46, 11–20.
- [37] Kerlin, J. A. (2009). *Social enterprise: A global comparison*. UPNE.

- [38] KHATTABI, A., & AMRANE, F. E. (2022). LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, LEVIER DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DURABLE AU MAROC?: CAS DE LA RÉGION TANGER. *Revue Economie & Kapital*, 1(21).
- [39] Kiss, B., Sekulova, F., Hörschelmann, K., Salk, C. F., Takahashi, W., & Wamsler, C. (2022). Citizen participation in the governance of nature-based solutions. *Environmental Policy and Governance*, 32(3), 247–272.
- [40] Lal, R. (2012). Climate change and soil degradation mitigation by sustainable management of soils and other natural resources. *Agricultural Research*, 1, 199–212.
- [41] Lee, J. W. (2013). The contribution of foreign direct investment to clean energy use, carbon emissions and economic growth. *Energy Policy*, 55, 483–489.
- [42] Maguire, B., & Hagan, P. (2007). Disasters and communities: understanding social resilience. *Australian Journal of Emergency Management*, The, 22(2), 16–20.
- [43] Martin, R., & Sunley, P. (2015). On the notion of regional economic resilience: conceptualization and explanation. *Journal of Economic Geography*, 15(1), 1–42.
- [44] Mirza, U. K., Ahmad, N., Harijan, K., & Majeed, T. (2009). Identifying and addressing barriers to renewable energy development in Pakistan. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 13(4), 927–931.
- [45] Mondiale de la Santé, A. (2019). Préparation de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la couverture sanitaire universelle. *Organisation mondiale de la Santé*.
- [46] Msekni, J., & Turki, A. (2021). La contribution de la RSE au renforcement de la résilience des entreprises. *Revue Internationale Des Sciences de Gestion*, 4(3).
- [47] Mutezo, G., & Mulopo, J. (2021). A review of Africa's transition from fossil fuels to renewable energy using circular economy principles. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 137, 110609.
- [48] Nandi, S., Sarkis, J., Hervani, A. A., & Helms, M. M. (2021). Redesigning supply chains using blockchain-enabled circular economy and COVID-19 experiences. *Sustainable Production and Consumption*, 27, 10–22.
- [49] Ogwu, M. C. (2019). Towards sustainable development in Africa: the challenge of urbanization and climate change adaptation. *The Geography of Climate Change Adaptation in Urban Africa*, 29–55.
- [50] Okvat, H. A., & Zautra, A. J. (2011). Community gardening: A parsimonious path to individual, community, and environmental resilience. *American Journal of Community Psychology*, 47, 374–387.
- [51] PARTIE, I. (2014). Réponses régionales à la crise de l'emploi.
- [52] Paton, D., & Johnston, D. (2017). *Disaster resilience: an integrated approach*. Charles C Thomas Publisher.
- [53] Phillips, W., Lee, H., Ghobadian, A., O'regan, N., & James, P. (2015). Social innovation and social entrepreneurship: A systematic review. *Group & Organization Management*, 40(3), 428–461.
- [54] Plümper, T., Troeger, V. E., & Neumayer, E. (2019). Case selection and causal inferences in qualitative comparative research. *Plos One*, 14(7), e0219727.
- [55] Priyadarshini, P., & Abhilash, P. C. (2020). Circular economy practices within energy and waste management sectors of India: A meta-analysis. *Bioresource Technology*, 304, 123018.
- [56] Ragazzi, G. (2020). Les modèles économiques de la transition énergétique bas carbone à l'échelle locale. *Vie & Sciences de l'entreprise*, 1, 14–26.
- [57] Rapport, V. (2010). Améliorer les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement. Page consulté e le.
- [58] Ravindranath, N. H., Sathaye, J. A., Ravindranath, N. H., & Sathaye, J. A. (2002). *Climate change and developing countries*. Springer.
- [59] RITAH, O., & ECHAOUI, A. (2022). Modélisation de l'impact des chocs externes sur l'économie Marocaine. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(6–2), 219–230.
- [60] Rondinelli, D. A., & Berry, M. A. (2000). Environmental citizenship in multinational corporations: social responsibility and sustainable development. *European Management Journal*, 18(1), 70–84.
- [61] Rose, A. (2004). Defining and measuring economic resilience to disasters. *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 13(4), 307–314.

- [62] Sachs, J. D., Woo, W. T., Yoshino, N., & Taghizadeh-Hesary, F. (2019). Importance of green finance for achieving sustainable development goals and energy security. In *Handbook of green finance* (pp. 3–12). Springer.
- [63] Sathaye, J., Shukla, P. R., & Ravindranath, N. H. (2006). Climate change, sustainable development and India: Global and national concerns. *Current Science*, 314–325.
- [64] Scheil-Adlung, X. (2013). Révision des politiques pour une avancée vers une couverture universelle en soins de santé dans les pays à faible revenu: garantir les résultats positifs des socles nationaux de protection sociale. *Revue Internationale de Sécurité Sociale*, 66(3–4), 155–182.
- [65] Schipper, L., & Pelling, M. (2006). Disaster risk, climate change and international development: scope for, and challenges to, integration. *Disasters*, 30(1), 19–38.
- [66] Schroeder, P., Anggraeni, K., & Weber, U. (2019). The relevance of circular economy practices to the sustainable development goals. *Journal of Industrial Ecology*, 23(1), 77–95.
- [67] Shen, J., & Darby, R. (2006). Training and management development in Chinese multinational enterprises. *Employee Relations*.
- [68] Silva, M. E., & Ruel, S. (2022). Inclusive purchasing and supply chain resilience capabilities: lessons for social sustainability. *Journal of Purchasing and Supply Management*, 28(5), 100767.
- [69] Simmie, J., & Martin, R. (2010). The economic resilience of regions: towards an evolutionary approach. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(1), 27–43.
- [70] Soistier*, J. (2009). Comment devenir une entreprise «low carbon». *L'Expansion Management Review*, 4, 50–56.
- [71] Theys, J. (2020). Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé? *Développement Durable et Territoires. Économie, Géographie, Politique, Droit, Sociologie*, 11(2).
- [72] Toledo, A. (2016). Eradicating poverty, reducing inequality, and promoting sustainable development. *Papers Presented at Global Meetings of the Emerging Markets Forum, 2016povertyineq*.
- [73] Tompkins, E. L., & Adger, W. N. (2004). Does adaptive management of natural resources enhance resilience to climate change? *Ecology and Society*, 9(2).
- [74] Tsvetkova, A. (2020). Social responsibility practice of the evolving nature in the sustainable development of Arctic maritime operations. *Arctic Marine Sustainability: Arctic Maritime Businesses and the Resilience of the Marine Environment*, 119–143.
- [75] White, R. K., Edwards, W. C., Farrar, A., & Plodinec, M. J. (2015). A practical approach to building resilience in America's communities. *American Behavioral Scientist*, 59(2), 200–219.
- [76] Winkelman, S., Bishins, A., & Kooshian, C. (2010). Planning for economic and environmental resilience. *Transportation Research Part A: Policy and Practice*, 44(8), 575–586.
- [77] Zhang, L., Yang, B., & Jahanger, A. (2022). The role of remittance inflow and renewable and non-renewable energy consumption in the environment: Accounting ecological footprint indicator for top remittance-receiving countries. *Environmental Science and Pollution Research*, 29(11), 15915–15930.
- [78] Zighan, S., Abualqumboz, M., Dwaikat, N., & Alkalha, Z. (2022). The role of entrepreneurial orientation in developing SMEs resilience capabilities throughout COVID-19. *The International Journal of Entrepreneurship and Innovation*, 23(4), 227–239.

WEBOGRAPHIE

1. https://newclimateeconomy.report/2016/wp-content/uploads/sites/2/2015/10/Une-Meillure-Croissance-Un-Meillure-Climate-Rapport-de-Synthese_reduced-1.pdf
2. <https://www.undp.org/fr/home?search=rapport>
3. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%C3%BBt-novembre-2017/le-r%C3%B4le-du-secteur-priv%C3%A9-dans-la-mise-en-%C5%93uvre-des-odd>
4. <http://www.apdn.ma/images/stories/file/rapport/Rapport-activites-2013-2018-FR.pdf>
5. https://www.masen.ma/sites/default/files/documents_rapport/Masen_Koudia_Baida_PAT.pdf
6. <https://www.agriculture.gov.ma/fr/actualites/region-tanger-tetouan-al-hoceima-visite-et-lancement-de-projets-de-developpement>
7. <https://www.veolia.com/fr/rse-dereglement-climatique/tanger-renault-carbure-la-biomasse>.

8. https://www.mem.gov.ma/Lists/Lst_rapports/Attachments/32/Feuille%20de%20Route%20Nationale%20pour%20la%20Valorisation%20Energ%C3%A9tique%20de%20la%20Biomasse%20%C3%A0%20l%27horizon%202030.pdf
9. <http://www.apdn.ma/images/stories/file/rapport/Rapport-activites-2013-2018-FR.pdf>
10. <https://tanger.city-tour.com/fr/>
11. <http://www.apdn.ma/images/stories/file/rapport/Rapport-activites-2013-2018-FR.pdf>
12. <https://2m.ma/fr/news/Dot%C3%A9-de-150-MDH-le-FONZID-II-vise-%C3%A0-renforcer-le-mod%C3%A8le-de-zones-industrielles-durables-20230202>